



Swiss Internet Governance Forum

Programme du Swiss IGF 2018 Mardi 20 novembre, Welle 7, Berne

(état 07.11.)

08:00-09:00	Inscription et Café de bienvenue
08:00-09:00	Session petit-déjeuner: Intelligence artificielle et principes éthiques – discute avec Google ! <u>Questions:</u> Dans quelle mesure les considérations éthiques font-elles partie du développement des nouvelles technologies, telles que l'intelligence artificielle (IA)? Comment, en tant que société, envisageons-nous par exemple l'équité? La formation d'expériences inclusives? Et la mise à disposition d'outils adéquats pour le personnel actif dans les emplois du futur? Les orateurs présenteront brièvement les derniers travaux de Google sur l'IA – dont ceux qui sont pilotés par le «Google Zurich Engineering Center» à Zurich – ainsi que les principes et les bonnes pratiques de Google dans le domaine de l'IA. Mais avant tout, ils espèrent mener un dialogue ouvert et interactif sur ce sujet. <u>Exposés:</u> Anton Aschwanden (Google), Daniel Schönberger (Google) <i>Les présentations se dérouleront en anglais.</i>
09:00-09:10	Ouverture du forum Avec Philipp Metzger, directeur de l'Office fédéral de la communication (OFCOM)
09:10-10:30	Plénum 1: Démocratie numérique – plus que juste E-Voting ! <u>Questions :</u> Dans la politique, où sont les chances et les risques de la numérisation? La numérisation favorise-t-elle la démocratie (p. ex. Open Government et Open Data) ou la menace-t-elle (p. ex. désinformation en ligne)? Qu'est-ce que la durabilité numérique? Quelles expériences, la Suisse peut-elle retirer des initiatives numériques en cours (p. ex. We Collect ou Smartvote)? Quelles sont les nouvelles tendances et développements (p. ex. Open Government Data, Politik.ch)? Quels sont les critères de qualité des Civic Tech Tools? Que fait-on avec le vote électronique, cet "éléphant dans le salon"? Comment l'Etat doit-il s'y prendre pour créer les conditions les plus favorables à un écosystème de la démocratie numérique? Qui doit financer la démocratie numérique? L'Etat doit-il promouvoir la démocratie numérique? Les entreprises technologiques et la société civile doivent-elles développer de nouveaux outils? Quel est le rôle des grandes entreprises IT dans la numérisation de la politique? La numérisation est-elle un moyen efficace pour que les jeunes s'intéressent plus à la politique et s'engagent davantage? Quelles mesures les institutions démocratiques (partis, associations, assemblées communales, consultations) doivent-elles prendre pour conserver leur pertinence dans un environnement numérisé? <u>Exposés:</u> Melanie Eberhard (FSPJ), Barbara Perriard (Chancellerie fédérale), Johan Rochel (Appel Citoyen), Nicolas Zahn (Operation Libero) <u>Modération:</u> Max Stern (foraus), Matthias Stürmer (Parldigi) <u>Responsabilité:</u> Jasmin Odermatt (FSPJ), Max Stern (foraus), Matthias Stürmer (Parldigi)
10:30-11:00	Pause-café



Swiss Internet Governance Forum

11:00-12:30	<p>Plénum 2: Economie numérique – Comment gérons-nous le changement structurel?</p> <p><u>Questions:</u> Comment les entreprises suisses font-elles face à la concurrence numérique? La formation doit-elle mettre davantage l'accent sur les compétences et les connaissances requises par l'économie numérique? Quand la numérisation crée-t-elle de nouvelles opportunités de travail et une progression de l'emploi? Dans quelle mesure la transformation numérique accroît-elle la flexibilité du travail et quelles sont les conséquences pour la sécurité sociale?</p> <p><u>Exposés:</u> Luca Cirigliano (Union syndicale suisse), Valérie Fert (Mileva), Stefan Leist (SECO), Christof Zogg (SBB)</p> <p><u>Modération et responsabilité:</u> Jacques Beglinger (SwissHoldings)</p>
12:30-13.30	<p>Pause (buffet dinatoire)</p>
12:45-13.15	<p>Session de midi: Blocage de l'accès internet du point de vue technique, juridique et social – Mythe, réalité et développement</p> <p><u>Questions:</u> Que peut-on espérer réaliser, ou non, avec le blocage de l'accès internet? Comment le droit et la technique interagissent-ils? Où, quand et comment est-il justifié, ou au contraire infondé, d'interférer dans la liberté d'information?</p> <p><u>Exposés:</u> Adrian Koster (MELANI), Florent Thouvenin (Université de Zurich)</p> <p><u>Modération:</u> Denis Bucher</p> <p><u>Responsabilité:</u> Denis Bucher, Adrian Koster (MELANI), Florent Thouvenin (Université de Zurich)</p>
13:30-15:00	<p>Workshops parallèles</p>
13:30-15:00	<p>Workshop 1: Réglementation des médias – Quelles voies pour sortir du dilemme?</p> <p><u>Questions:</u> Quels sont les objectifs de la nouvelle loi sur les médias électroniques? La Confédération doit-elle réglementer non seulement la radio et la télévision, mais aussi la presse écrite (sur papier et sur internet)? La redevance pour les médias électroniques doit-elle continuer à profiter surtout à la SSR ou (co-)financer également la presse écrite (sur papier et sur internet)? Quel rôle joue la modification du comportement des utilisateurs, qui délaissent la consommation d'une offre linéaire (radio, TV) pour privilégier l'utilisation de contenus spécifiques sur l'internet? Faut-il introduire de nouvelles règles pour garantir la qualité des médias, vu notamment les fausses nouvelles (fake news) et la loi allemande pour améliorer la mise en œuvre du droit sur les réseaux sociaux (Netzwerkdurchsetzungsgesetz)? Y a-t-il des moyens de faire participer les médias aux revenus publicitaires et/ou aux revenus des plateformes générées par les données (médias sociaux, mais aussi Google News)? Serait-ce même souhaitable? Serait-il judicieux et envisageable que l'Etat dispose d'une plateforme sur laquelle les journalistes indépendants pourraient proposer leurs contenus? Une telle plateforme pourrait-elle être financée par la redevance pour les médias électroniques?</p> <p><u>Exposés:</u> Hanspeter Kellermüller (NZZ), Bernard Maissen (BAKOM), Michael Schweizer (SRG SSR)</p> <p><u>Modération:</u> Sabine Brenner (BAKOM), Florent Thouvenin (Université de Zurich), Rolf H. Weber (Université de Zurich)</p> <p><u>Responsabilité:</u> Florent Thouvenin (Université de Zurich), Rolf H. Weber (Université de Zurich)</p>



Swiss Internet Governance Forum

13:30-15:00	<p>Workshop 2: Santé numérique</p> <p><u>Questions:</u> La santé numérique est un thème très important pour notre société: nous serons tous des patients à un moment ou à un autre de notre vie et notre santé pourra être améliorée par l'utilisation de technologies numériques. Les intervenants nous aideront à évaluer et à discuter – même sans recourir à l'intelligence artificielle ou à la technologie blockchain – les possibilités actuelles et les défis en matière de cybersécurité pour les hôpitaux, les fabricants de dispositifs médicaux et les patients. Les questions centrales sont: Qu'est-ce que la santé numérique ? Quels sont les changements en cours? Quels sont les défis pour un hôpital "cyber-sécurisé" ? Quels sont les défis dans le développement de dispositifs médicaux "cyber-sécuritaires"?</p> <p><u>Exposés:</u> Michel Buri (Réseau Santé Valais), William Enns-Bray (Medidee), Jost Tödtli (toedtli-consulting) <u>Modération et responsabilité:</u> David Rüfenacht (MELANI)</p> <p><i>Les présentations se dérouleront en anglais.</i></p>
13:30-15:00	<p>Workshop 3: Cybersécurité – Responsabilité publique ou privée?</p> <p><u>Questions:</u> Qui garantit que le cyberspace est sûr et utilisé à des fins pacifiques? Au niveau international, quel est le cadre juridique applicable en matière de comportement responsable dans le cyberspace et comment la Suisse y contribue-t-elle? Comment appliquer les recommandations internationales existantes relatives à un comportement responsable des Etats dans le cyberspace et quel rôle joue la Suisse (société, économie, politique) dans ce contexte? Comment l'Etat, le secteur privé, la société civile et les milieux scientifiques voient-ils leur rôle et leur responsabilité dans le domaine de la sécurité du cyberspace? Les Etats sont-ils les seuls à être "obligés" de se comporter de manière responsable? Quelles sont les initiatives lancées par le secteur privé et la société civile pour encourager un comportement responsable dans le cyberspace? Quel succès rencontrent-elles? Des entreprises suisses sont-elles impliquées et comment se positionnent-elles? L'Etat est-il suffisamment ouvert à la collaboration avec le secteur privé? Comment la société civile et les milieux scientifiques peuvent-ils jouer un rôle plus important et mieux ciblé pour encourager le contrôle civil des politiques et des stratégies nationales dans le domaine de la cybersécurité?</p> <p><u>Exposés:</u> Serge Droz (Open Systems AG), Solange Ghernaouti (Université de Lausanne), Daniel Stauffacher (ICT4Peace) <u>Modération:</u> Max Stern (foraus) <u>Responsabilité:</u> Qendresa Hoxha (DFAE), Max Stern (foraus)</p>
15:00-15:30	<p>Pause-café</p>
15:30-17:00	<p>Plénum 3: L'être numérique – Comment est-ce que j'utilise, entretiens et protège mon moi numérique?</p> <p><u>Questions:</u> Que sont les identités numériques et comment les gérons-nous? Il existe déjà des identités numériques et des mécanismes d'authentification (courriels, médias sociaux, opérations bancaires en ligne, magasins en ligne, etc.). L'Etat fixe dorénavant des conditions générales relatives à une identité numérique vérifiée par les pouvoirs publics qui rend possible la cyberadministration, la cyberjustice et le vote électronique, et qui peut être utilisée également pour le commerce électronique, les opérations bancaires en ligne et d'autres services. Combien et quelles sortes d'identités numériques voulons-nous? Comment trouver l'équilibre entre facilité d'utilisation, sécurité et protection des données?</p>



Swiss Internet Governance Forum

	<p><u>Exposés:</u> Adrian Koster (MELANI), Claudio Luck (Chaos Computer Club Schweiz) <u>Modération:</u> Markus Kummer (ISOC-CH) <u>Responsabilité:</u> Adrian Koster (MELANI), Markus Kummer (ISOC-CH)</p>
17:00-17:30	<p>Synthèse et adoption des « Messages de Berne »</p> <p>Les « Messages de Berne » résumant de manière succincte, concise et neutre les principaux points des séances du Swiss IGF 2018. Ils seront ensuite présentés au Forum mondial des Nations Unies sur la gouvernance de l'Internet (IGF) et au Dialogue européen sur la gouvernance de l'Internet (EuroDIG) pour alimenter les discussions dans ces forums.</p>

Format interactif

- Pas de tables-rondes sous forme traditionnelle (pas de répartition entre « experts » et « public »)
- Des exposés (env. 5 min.) d'experts invités et briefés pour introduire chaque thème
- Sessions dirigées par des modérateurs, assurant dès que possible un débat interactif

Langue

Déroulement de toutes les sessions – à l'exception des workshops parallèles et session petit-déjeuner – en trois langues (allemand, français et anglais), avec traduction simultanée.

Participation virtuelle

La participation virtuelle à toutes les sessions du Swiss IGF – à l'exception des workshops parallèles – est possible via Skype par ce [lien](#).

Pendant l'événement, la communication se fera avec le hashtag [#SwissIGF18](#) sur Twitter ([@Swiss IGF](#)) et Facebook ([@SwissIGF](#)).